

simples. Ce n'est pas un problème technique. C'est avant tout une question politique : qui gèrera l'économie ? La classe ouvrière, ou des fonctionnaires agissant et décidant en son nom, mais sans intervention et **contrôle réel des travailleurs** ?

Prenons un exemple : à la veille de Noël 70, le gouvernement polonais décide une hausse des prix des biens de consommation courante de 30 %. Depuis plusieurs années, le niveau de vie des travailleurs polonais n'avait pas progressé. Il s'était même souvent dégradé. Cette mesure d'une brutalité inouïe, sans explication, que les dirigeants des économies capitalistes n'oseraient prendre, tant serait grande leur terreur d'une riposte ouvrière généralisée, fut la cause immédiate des révoltes ouvrières des chantiers de la Baltique en décembre 70 et janvier 71, à Gdansk, Gdynia, Sopot, Szczecin. Avant de provoquer le limogeage de Gomulka et son remplacement par Gierek, cette révolte fut réprimée dans le sang par l'armée et la police.

Ces événements tragiques posent avec acuité la question décisive : qui, dans la société socialiste, décidera de l'utilisation du surproduit social créé par les travailleurs ? Les choix seront-ils le fait d'une bureaucratie gestionnaire, improductive et proliférante, ou celui des producteurs eux-mêmes ?

QUI EXERCERA LE POUVOIR ?

S'il est vrai qu'on ne peut parler d'autogestion comme ça, en l'air, on ne peut non plus éluder la question de fond : qui exercera le pouvoir dans la société socialiste ? A cette question, ni les textes de la CGT, ni les articles de Krasucki dans la VO ne répondent de façon satisfaisante. On nous dit : ce sera la « nation » par le biais de ses élus à l'Assemblée Nationale. La « Nation », c'est une notion bien vague ; mieux vaudrait parler en termes de classe. Ce serait plus clair. Quant aux députés, les travailleurs sont payés pour savoir de quel contrôle ils disposent sur eux !

Pour nous, révolutionnaires, le socialisme ne peut être que le pouvoir des travailleurs dans toute la société : organisés en conseils d'usines, de localité, les ouvriers délèguent leurs camarades élus à des conseils régionaux et nationaux. Ils délèguent ces camarades qu'ils connaissent sur des options précises, préalablement discutées. Ils peuvent les révoquer quand ils le jugent nécessaire. Enfin, ces conseils, à tous les niveaux, ne sont pas seulement délibératifs : ils exécutent eux-mêmes les décisions : ils sont le squelette de l'Etat ouvrier, ce qui permet de réduire au minimum une administration spécialisée, coupée des travailleurs et improductive. C'est à la suite d'un débat dans les conseils, de haut en bas et de bas en haut, que les priorités économiques, éventuellement contradictoires, seront discutées et votées. C'est ainsi que sera élaboré un plan centralisé avec l'aide évidemment de spécialistes dont la tâche se limitera à éduquer les travailleurs et à mettre en forme leurs choix.

En dernier ressort les travailleurs n'acceptent d'appliquer avec enthousiasme le plan que si c'est eux qui en ont choisi consciemment les options. La condition pour que se libère y compris dans l'entreprise la créativité ouvrière, c'est que le plan ne soit pas imposé par le haut mais soit discuté puis choisi en connaissance de causes par en bas. Seulement ainsi peut être évité le gaspillage monstrueux produit par la planification bureaucratique (les tracteurs inutilisables, les pièces de rechange inadaptées, etc...). La Démocratie politique est la condition même du développement économique de la société socialiste. Tel parti politique peut défendre telle